IRAN-ARABIE SAOUDITE

Le Moyen-Orient de tous les dangers

(1re partie)

Par Mostefa Zeghlache

«Si les civilisations n'ont aucune difficulté à l'échange et au dialogue, par leur société civile, elles ont tendance à être en proie à la guerre, par les politiques menées par leurs Etats. Ce ne sont pas vraiment les civilisations qui produisent la haine, mais leurs pouvoirs.»

Le rôle des civilisations dans le système international *par Yadh Ben Achour*

Les 2 et 3 janvier 2016 constituent deux nouveaux jalons dans la longue succession des dates qui marquent, depuis longtemps déjà, la scène politique moyen-orientale, en proie à l'instabilité politique et à la violence récurrente.

Dans ce contexte, le 2 janvier 2016, les autorités saoudiennes ont procédé à l'exécution de 47 détenus, dont trois opposants saoudiens chi'ites et 44 militants radicaux sunnites dont 42 Saoudiens, un Egyptien et un Tchadien, accusés d'implication dans des attentats menés par l'organisation radicale El Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA) dans les années 2000, notamment en 2003, 2004 et 2010. Le lendemain, dans une atmosphère qui faisait craindre le pire, l'Arabie Saoudite rompait ses relations diplomatiques avec l'Iran.

Parmi les chi'ites saoudiens exécutés se trouvait Nimr Baqer Al Nimr, une figure de proue de l'opposition. Agé de 56 ans, Al Nimr était un opposant farouche au régime et un orateur très populaire parmi la minorité chi'ite du royaume et bien au-delà, comme à Bahreïn, par exemple. Il avait été notamment chef de file des manifestations qui avaient secoué la partie orientale du royaume, majoritairement chi'ite, en 2011, dans le sillage du Printemps arabe et en 2012 et qui avaient été sévèrement réprimées par le pouvoir.

Par ses diatribes, Nimr était devenu un opposant gênant pour le pouvoir. Condamné pour «sédition et désobéissance au souverain», il pouvait, à la limite, être qualifié d'«agitateur» usant à satiété de la violence verbale, mais en aucun cas de terroriste. Mais comme le souligne un diplomate posté à Riyad, «tous les régimes autoritaires, quelles que soient leurs idéologies, accusent leurs opposants d'être des terroristes. L'Arabie Saoudite a l'habitude de le faire». Arrêté, le dignitaire chi'ite avait été condamné à mort en octobre 2014 et exécuté ce 2 janvier. L'exécution de Nimr a ébranlé la communauté chi'ite dans le monde.

La colère des chi'ites saoudiens et de l'Iran

A l'intérieur du royaume, c'est à Awamiya, banlieue de Qatif, fief chi'ite sur la côte orientale du pays, dont la principale mosquée servait de minbar de prêche pour cheikh Nimr, que la protestation populaire avait été la plus importante. C'est aux cris de «A bas la famille Saoud !» que les manifestants ont affronté, les 2 et 3 janvier, la police. Il y a eu un mort et un enfant blessé par balle. Malgré la tension permanente qui y règne et hormis quelques minuscules groupuscules radicaux et pro-iraniens, comme celui de «Khat el Imam», la majorité des habitants de cette localité insistent pour rappeler qu'ils sont Saoudiens à part entière et que ce qu'ils revendiquent ce sont leurs droits de citoyens saoudiens, sans plus. La communauté chi'ite représente entre 10% et 15% de la population saoudienne qui est de près de 29 millions d'habitants.

A l'extérieur du pays, les réactions les plus importantes ont eu lieu en Iran et entraîné la rupture des relations diplomatiques et commerciales entre les deux pays, à l'initiative de Riyad.

Le guide de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei a déclaré que les dirigeants saoudiens devaient s'attendre à «une vengeance divine».Pour sa part, le président iranien, Hassan Rohani a, certes, condamné l'exécution de Nimr mais, en même temps, jugé «totalement injustifiables» les attaques contre l'ambassade et le consulat saoudiens. Les Gardiens de la Révolution et les bassagis se sont aussi dissociés de ces actions. Des manifestants ont été arrêtés.

En effet, dès l'annonce de l'exécution de Nimr, les manifestations de masse ont déferlé sur nombre de localités du pays, notamment à Téhéran et Machhad, sièges de l'ambassade et du consulat saoudien qui ont été mis à sac par des manifestants extrémistes menés par un groupuscule qui se faisait appeler «Les officiers de la guerre discrète», sur Internet.

Dans ce contexte, le guide de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei a déclaré que les dirigeants saoudiens devaient s'attendre à «une vengeance divine».

Pour sa part, le président iranien, Hassan Rohani a, certes, condamné l'exécution de Nimr mais, en même temps, jugé «totalement injustifiables» les attaques contre l'ambassade et le consulat saoudiens. Les Gardiens de la Révolution et les bassagis se sont aussi dissociés de ces actions. Des manifestants ont été arrêtés. Le ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a estimé, sur son blog, que «certains à Riyad continuent, non seulement d'empêcher une normalisation, mais sont déterminés à entraîner la région tout entière dans l'affrontement» et demandé à l'Arabie Saoudite de choisir «entre le soutien aux extrémistes et la coopération avec ses voisins». Plus incisif, le vice-ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, considère que «l'Arabie Saoudite voit non seulement ses intérêts mais aussi son existence dans la poursuite des tensions et des affrontements et essaie de régler ses problèmes internes en les exportant vers l'extérieur… Riyad ne peut pas faire oublier son erreur stratégique d'avoir exécuté un dignitaire religieux». L'imam conservateur de Téhéran, Mohammad Kashani, a déclaré, cité par l'agence officielle IRNA : «Dans tous les crimes commis contre les musulmans, il y a trois piliers. Les Etats-Unis, le régime sioniste et l'Arabie Saoudite.».

Mais dans l'ensemble, on a constaté que, contrairement à la réaction «impulsive» saoudienne, le ton était plutôt modéré, voire serein chez les officiels iraniens.

Enfin et comme pour alimenter la tension, l'aviation de la coalition au Yémen a bombardé, le 7 janvier, l'ambassade iranienne dans la capitale yéménite. Un porte-parole de la coalition a déclaré qu'une commission allait enquêter sur cet incident que Téhéran qualifie d'«action délibérée et une violation des conventions internationales sur les missions diplomatiques». Mais pour les autorités saoudiennes, la tension en question est du seul fait de l'Iran qui n'a cessé de «propager la discorde, les troubles et le chaos» dans les pays arabes voisins depuis la révolution islamique, en février 1979, ce que rappelle un responsable au ministère des Affaires étrangères saoudien, cité par l'agence officielle SPA en dénonçant la politique «agressive continue de l'Iran» et sa tentative «d'exporter sa révolution».

La révolution iranienne, source de tension

Mais la crise du début de janvier 2016 n'est pas fortuite. Elle prend sa source dans une logique d'affrontement et une rivalité quasi permanente entre les deux pays, depuis 1979, qui cache mal une prétention au leadership régional, une forme de «mission quasi naturelle» de protection de l'Islam sunnite pour l'Arabie Saoudite, gardienne des deux Lieux saints de l'Islam, et chi'ite pour l'Iran qui regroupe la majorité des chi'ites dans le monde. Cette tension se poursuit encore à ce jour.

Pour rappel, une année à peine après la révolution iranienne, éclate la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988). Quoique méfiante à l'égard de l'idéologie baathiste de Saddam, Riyad l'a soutenu dans sa guerre d'agression contre l'Iran. Pas moins de 25 milliards de dollars ont été versés dans les coffres du dictateur de Baghdad. Ryadh s'est même investie de la mission de mobilisation des autres monarchies du Golfe dans cette voie. Malgré son lot de plus d'un million de victimes (de part et d'autre), cette guerre n'a pas eu raison du régime des mollahs de Téhéran et n'a en rien réglé l'animosité permanente entre l'Iran et ses voisins.

Par ailleurs, c'est en pleine guerre irano-irakienne que Riyad a créé en 1981 le Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui, sous couvert de rassemblement socio-économique, visait, en fait, à resserrer les rangs des monarchies du Golfe contre ce qui était considéré comme l'expansionnisme irano-chi'ite et à prémunir leurs peuples de la «contagion socialiste progressiste» de certains pays arabes aux régimes progressistes qui étaient d'ailleurs exclus de ce conseil.

La tension entre les deux pays est montée d'un cran lors du pèlerinage de juillet 1987, lorsque les pèlerins iraniens organisèrent, à la Mecque, une manifestation anti-américaine et anti-israélienne. L'intervention des forces de l'ordre saoudiennes a été brutale. Pas moins de 402 pèlerins périrent dont 275 iraniens. La colère iranienne n'a pas tardé à se manifester notamment par la mise à sac de l'ambassade saoudienne à Téhéran. Le 26 avril 1988, Riyad rompait ses relations diplomatiques avec Téhéran. Elles ne reprendront qu'en 1991 durant la présidence du pragmatique Hashemi Rafsandjani (1989-1997) et se sont améliorées durant la présidence du modéré Mohammad Khatami (1997-2005) qui effectuera en 1999 une visite officielle en Arabie Saoudite, la première du genre depuis la révolution islamique. La guerre du Golfe en 2003 qui avait abouti à la chute de Saddam Hussein n'arrangeait guère les monarchies sunnites de la région, notamment l'Arabie Saoudite. En effet, la chute de Saddam aboutit à la prise du pouvoir par une majorité chi'ite. Ce qui tendait à renforcer l'influence de Téhéran en Irak, au détriment de l'Arabie Saoudite et des autres pays arabes voisins sunnites.

En 2011, le «Printemps arabe» inquiète les monarchies arabes du Golfe qui craignaient la «contagion» de leurs populations par la fièvre de la contestation populaire arabe. Certains pays comme Bahreïn, le Yémen et la Syrie ont été entraînés dans la tourmente. Le chaos qui s'en est suivi a permis à la rivalité irano-saoudienne de s'intensifier par alliés locaux interposés.

A Bahreïn, pays majoritairement chi'ite mais dirigé par une monarchie sunnite, la contestation populaire chi'ite a vite pris de l'ampleur. Le régime bahreïni n'a dû son salut qu'aux troupes saoudiennes envoyées avec des militaires d'autres pays du CCG pour mater la «révolution de la place des perles». Plus récemment, la bousculade meurtrière du pèlerinage de septembre 2015 a coûté la vie à plus de 2 200 pèlerins dont 400 Iraniens.

Pour rappel, une année à peine après la révolution iranienne, éclate la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988). Quoique méfiante à l'égard de l'idéologie baathiste de Saddam, Riyad l'a soutenu dans sa guerre d'agression contre l'Iran. Pas moins de 25 milliards de dollars ont été versés dans les coffres du dictateur de Baghdad. Ryadh s'est même investie de la mission de mobilisation des autres monarchies du Golfe dans cette voie. Malgré son lot de plus d'un million de victimes (de part et d'autre), cette guerre n'a pas eu raison du régime des mollahs de Téhéran et n'a en rien réglé l'animosité permanente entre l'Iran et ses voisins.

Le seul pays à avoir fermement protesté et montré du doigt les autorités saoudiennes pour leur responsabilité directe dans ce drame a été l'Iran.

La protestation iranienne est fondée sur le souhait non dit de nombreux musulmans pays de voir la gestion des lieux saints de l'Islam confiée à une entité collective au lieu d'être exclusivement saoudienne, comme c'est le cas aujourd'hui.